



MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET DES COMPETENCES (M3C) ET REGLEMENT DES ETUDES

VADEMECUM

Année 2024-2025



1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Calendrier

Les règles propres à chaque composante pour l'année 2024-2025 doivent s'inscrire dans le présent cadrage.

Elles doivent parvenir dans une version définitive à la préparation CFVU, cfvu-prepa@u-picardie.fr et être validées au préalable par chaque conseil de gestion (UFR, INSSET), d'administration (IUT, IAE, IPAG) ou d'institut (INSPE), pour le passage à la CFVU :

- Envoi le 7 mars pour passage en CFVU le 28 mars, en cas de modification substantielle de la maquette.

L'ensemble des M3C sera rendu public à la rentrée 2024, à l'attention des étudiants qui s'inscrivent dans un diplôme.

Leur affichage étant une obligation, chaque composante veillera à rendre accessibles ses M3C, notamment par voie numérique, dans un délai de quatre semaines après la première journée de formation.

1.2 Modalités de présentation des M3C par les composantes

Chaque composante propose ses Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences qui doivent être présentées en deux parties :

- la première partie présente les règles générales ;
- la seconde partie présente les modalités d'évaluation de chaque UE et EC, à l'aide du tableau ci-dessous.
- Toutes les UE/EC du fichier de l'offre de formation doit être reprises dans ce tableau.
- Les colonnes proposant les aménagements RSE sont devenues inutiles, au profit des aménagements propres dans le contrat pédagogique de l'étudiant RSE

Année/ semestre	UE/ EC	Epreuves normales						COEF/ECTS	
		Session 1			Seconde chance				
		Type d' épreuve (CC, CCI, ET)	Durée de l'épreuve	Calcul note session (%ET+%CC)	Type de seconde chance (rattrapage, autre)	Nature de l'épreuve	Calcul note session après seconde chance	COEF (EC)	ECTS

Les modalités spécifiques à la LCEr sont présentées en [paragraphe 6](#)

1.3 Inscription Pédagogique

L'inscription pédagogique est l'étape suivant l'inscription universitaire (après l'acquittement de la CVEC et de l'inscription administrative).

Ne peuvent participer aux examens que les étudiants ayant procédé à leur inscription pédagogique dans la période fixée dans les bornes votées.

Dans les M3C, la composante doit expliciter les conséquences du défaut d'inscription de l'étudiant (inscription automatique au choix de la composante, défaillance à l'UE non choisie...)

1.4 Contrat pédagogique

Réf. Article 12 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence.

Un contrat pédagogique type sera proposé aux composantes, afin de faciliter les démarches de réalisation.

Il convient plus particulièrement de veiller à l'élaboration de ces contrats pédagogiques pour les étudiants en situations particulières (AJAC, RSE, VE, réorientation, etc)

1.5 Régime spécifique d'étudiant (RSE)

Réf. Article 12 de l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master.

RAPPEL DU DISPOSITIF

Les RSE sont applicables :

- aux étudiants salariés qui justifient d'une activité professionnelle d'au moins 10 heures par semaine en moyenne,
- aux femmes enceintes,
- aux étudiants chargés de famille,
- aux étudiants engagés dans plusieurs cursus,
- aux étudiants en situation de handicap,
- aux étudiants à besoins éducatifs particuliers,
- aux étudiants en situation d'altération temporaire de santé
- aux étudiants en situation de longue maladie,
- aux étudiants entrepreneurs,
- aux artistes de haut niveau,
- aux sportifs de haut niveau,
- aux étudiants exerçant des responsabilités particulières : étudiants exerçant des responsabilités au sein du bureau d'une association, étudiants accomplissant une activité militaire dans la réserve opérationnelle, étudiants réalisant une mission dans le cadre du service civique et étudiants élus dans les conseils des établissements et des centres régionaux des œuvres universitaires.

Les fiches correspondantes aux différentes situations indiquent les modalités d'adaptation de la formation propres à l'étudiant et sont disponibles :

<https://www.u-picardie.fr/reussite-et-vie-etudiante/aide-et-accompagnement/regime-specifique-d-etudes-rse/>

MISE EN ŒUVRE

Chaque étudiant devra compléter une « demande de régime spécifique », dans une période précisée selon les situations. Cette demande devra être validée par le ou le responsable de la formation et le directeur de la composante et devra s'accompagner du contrat pédagogique afférant à la situation.

Dans les M3C – Les composantes doivent indiquer comment les absences éventuelles vont être prises en compte pour l'évaluation des étudiants.

1.6 Gestion des absences

GESTION DES ABSENCES INJUSTIFIEES

Dès qu'un étudiant a deux absences injustifiées, il sera considéré comme défaillant à l'UE concernée. Il ne pourra alors bénéficier de la seconde chance s'il n'y a pas de session de rattrapage.

Dans les M3C, la composante doit définir clairement les obligations d'assiduité à chaque diplôme

GESTION DES ABSENCES JUSTIFIEES

Des exemples d'absences justifiées sont proposés en [Annexe 2](#).

Dans les M3C doit être précisé, lors d'une absence justifiée durant une évaluation, le mode d'évaluation de substitution de l'UE/EC concernée.

CAS DES BENEFICIAIRES DU RSE

Les étudiants bénéficiant du RSE peuvent disposer de M3C adaptées, notamment liées aux absences justifiées, indiquées dans leur contrat pédagogique.

2 MODES D'EVALUATION POSSIBLES

2.1 Présentation

Les UE peuvent être ou non composées d'éléments constitutifs.

Pour chaque UE n'ayant pas d'élément constitutif et pour chaque élément constitutif, il faut indiquer le mode d'évaluation :

- Contrôle continu intégral, contrôle continu et/ou examen terminal
- Forme de mise en œuvre de la seconde chance (rattrapage ou CCI)
- Nombre et durée des épreuves
- Coefficients

Pour chaque UE de Licence, le coefficient correspondra au nombre d'ECTS.

Une évaluation commune à plusieurs EC est tout à fait envisageable et même souhaitable afin de mettre en évidence la carte des compétences propres à une UE.

Pour la mise en œuvre de la seconde chance, des exemples sont proposés en [Annexe 3](#).

2.2 Mise en oeuvre

Sur un plan pédagogique, les parcours de licence sont organisés en semestre ([Annexe 4](#)).

Dans un semestre donné, il faut préciser le nombre de sessions d'examens pour chaque UE/EC (attention à la différence entre seconde session et session de rattrapage).

En cas de **session unique d'examen du semestre de licence**, grâce à la mise en œuvre du contrôle continu intégral, il faut indiquer la forme de mise en place de la **seconde chance** pour le calcul de la note de session.

En master il est possible de ne proposer ni session de rattrapage ni deuxième session.

Une deuxième session implique qu'aucune note de la première session n'est reprise. Ce dispositif n'est pas applicable à la licence.

Dans le cas d'une **session de rattrapage**, la meilleure des deux notes s'opère entre la session initiale et la session de rattrapage le cas échéant.

Les sessions d'examen de licence générale doivent être définies dans les périodes votées en CFVU.

En cas de session de rattrapage ou d'examens spécifiques « seconde chance », la composante pourra mettre en place un dispositif d'inscriptions aux épreuves, afin de fluidifier le calendrier des examens.

3 NOTES ET EXAMENS

3.1 Rappel des attendus

Il est attendu une note et/ou un résultat en face de chaque UE/EC.

UNE NOTE : sur une échelle de 0 à 20 généralement. Une absence justifiée (ABJ) ou injustifiée (ABI) est une note.

UN RESULTAT : Admis, Ajourné, Défaillant, sont des résultats.

Dans certains cas, on peut ne mettre qu'un résultat.

Par exemple la participation à un séminaire ou à un colloque de master peut faire l'objet d'un résultat.

3.2 Mise en oeuvre

- Indiquer pour chaque UE/EC comment sont définis la note et le résultat.
- Indiquer comment est prise en compte une UE(/EC) qui ne doit pas être suivie par un étudiant qui a procédé à une validation d'études :
 - Cette UE (ou cet EC) peut donner lieu à une **dispense** : cela implique qu'elle ne sera pas prise en compte dans les calculs. Ainsi si sur un semestre une UE (ou un EC) fait 3 ECTS, le calcul du semestre se fera sur 27 ECTS ; l'étudiant aura 30 ECTS et l'UE (ou l'EC) n'apparaîtra pas sur le relevé de notes.
 - Cette UE (ou cet EC) peut être considérée comme **validée** : dans ce cas, une note devra lui être attribuée.

Dans des circonstances exceptionnelles, une UE (ou un EC) peut être neutralisée en cours d'année par la CFVU. En conséquence, cette UE (ou cet EC) sera dispensée. En cas de nécessité, la CFVU délègue cette compétence à ses vice-présidents, qui devront en rendre compte en assemblée.

Les jurys peuvent aussi prendre la décision de dispenser d'une UE ou d'un EC de manière individuelle selon les circonstances.

3.3 Capitalisation des UE

- Toute UE est capitalisable et doit avoir des ECTS.
- Un EC n'a pas obligatoirement d'ECTS.
- Les ECTS acquis (dans le cadre d'une UE ou d'un EC) le sont définitivement.
- La capitalisation s'opère entre une année et les années suivantes.
- La capitalisation avec des ECTS est transférable à d'autres universités.
- La capitalisation sans ECTS n'est reconnue qu'à l'UPJV.

Un étudiant AJAC n'a pas à repasser une UE déjà validée.

3.4 Compensation

EN LICENCE

Réf. Article 16 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 relatif à la licence :

Voir le point « [Validation de la licence](#) ».

EN MASTER

Il ne peut y avoir de compensation entre l'année de M1 et de M2 : un étudiant ne peut prétendre entrer en M2 sous le statut d'AJAC.

3.5 Sessions d'examens

En Licence, 3 types de calendriers sont possibles :

- Les sessions initiales des deux semestres ont lieu avant les sessions de rattrapage des deux semestres ;
- Les sessions initiales et de rattrapage du premier semestre ont lieu avant les sessions du second semestre ;
- Une seule session d'examen pour le semestre (en fin de semestre ou en fin d'année universitaire), incluant avant celle-ci des règles liées à la seconde chance.

Dans les M3C, en Master, les sessions d'examen doivent être précisées avec, si elles existent, les règles de compensation.

3.6 Validation de la licence

VALIDATION DE L'UNITE D'ENSEIGNEMENT (UE)

L'UE est validée :

- Soit lorsque la moyenne des éléments qui la constituent est supérieure ou égale à dix.
- Soit par compensation au sein du semestre, si la moyenne du semestre est supérieure à dix.

Dans les deux cas, l'UE est validée, l'étudiant ne repasse pas les éléments qui la composent.

Dans le cas contraire, l'UE n'est pas validée et l'étudiant repasse au choix les éléments qui ne sont pas validés :

- Dans le cas **d'une session de rattrapage**, la meilleure des deux notes est conservée d'une session à l'autre,
- Dans le cas de la **seconde chance intégrée au sein d'une session unique d'examen**, les règles de calculs permettant d'améliorer la note seront précisées.

VALIDATION DU SEMESTRE

a. Validation

Le semestre est validé lorsque la moyenne des UE, affectées des coefficients, qui le constituent est supérieure ou égale à dix.

b. La compensation

La compensation s'effectue entre le semestre impair et le semestre pair de l'année.

VALIDATION DE L'ANNEE

a. Validation

L'année est validée quand les deux semestres qui la composent sont validés, ou obtenus par compensation lorsque la moyenne des deux semestres qui la constituent est supérieure ou égale à dix.

b. La **compensation** : il n'y a pas de compensation entre les années de licence.

c. Le **passage en année N+1**. Si l'étudiant a validé un semestre dans son année N de licence, l'étudiant progresse automatiquement en année N+1. Dans ce cas, il doit repasser en priorité en année N+1 les unités non validées dans l'année N.

Dans tous les autres cas le jury reste souverain pour autoriser un passage en année N+1

OBTENTION DES DIPLOMES

a. Le diplôme intermédiaire (**DEUG**)

Le diplôme intermédiaire est calculé sur les deux premières années.

Le diplôme intermédiaire est obtenu lorsque les deux premières années qui le constituent (ou celles du portail si celui-ci est sur deux années) sont validées.

Le nom du domaine apparaît sur le parchemin.

b. Le diplôme terminal (**Licence**)

Entre la L1 et la L2, le jury doit préciser la mention pour laquelle l'étudiant est destiné.

Le jury doit préciser les orientations entre différents parcours de L3 d'une même mention.

Chaque étudiant en fin de L3, qu'il la valide ou non, pourra se réorienter vers un parcours-type différent de la même mention de L3. Cela ne sera possible que sur avis favorable du jury.

La licence est obtenue lorsque les trois années qui la composent sont validées.

La mention du diplôme terminal est calculée sur la moyenne des trois années (L1, L2, L3).

Quand un étudiant arrive à l'UPJV directement en L2 ou en L3, seules comptent les notes des années faites dans la licence à l'UPJV.

3.7 Validation du Master

Tous les masters de l'UPJV mettent en place des sélections pour l'entrée en M1. Ces masters doivent donc être pensés sur deux ans.

PASSAGE DU M1 AU M2

L'étudiant devra avoir validé son M1 pour pouvoir passer en M2.

Il n'y a pas de sélection à l'entrée du M2 pour les étudiants inscrits dans le M1 de la mention correspondante à l'UPJV. Leur inscription dans un des parcours de M2 dépend de l'avis de jury d'année de M1.

VALIDATION ET NOTE DU MASTER

L'étudiant doit valider son M1 et son M2 pour obtenir le diplôme de Master.

La note du master correspond à la moyenne du M1 et du M2.

Si l'étudiant n'a pas fait son M1 à l'UPJV, la note du master correspondra à la note du M2.

3.8 Année de césure

Ref. Articles L.611-12 et D.611-13 à D.611-19 du code de l'éducation - Circulaire n° 2019-030 du 10-04-2019 relative à la mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics.

MODALITES DE VALIDATION DE LA PERIODE DE CESURE

Elles sont similaires à celles prévues dans le cadre du dispositif relatif à l'engagement et la valorisation des compétences.

Les compétences acquises par l'étudiant(e) durant sa période de césure peuvent être valorisées par l'attribution de crédits ECTS **délivrés à l'issue de la formation.**

VALORISATION DE L'ANNEE DE CESURE

CFVU du 27 mai 2021 : « Des ECTS peuvent être attribués pour un étudiant inscrit en licence (obtention minimum de 1 ECTS au sein du semestre pair dans le cadre de l'UE transverse en licence et en licence professionnelle). Au niveau du master et du DUT/BUT, cette valorisation se fera au travers de l'attribution de point bonus (0.1 point). »

3.9 Points jurys

Le jury peut octroyer des points supplémentaires au niveau d'une UE ou d'un semestre ou de l'année, soit pour attribuer un résultat positif (Admis) soit pour attribuer une mention.

Les points de jury permettent de modifier un résultat mais en aucun cas la note qui sera toujours prise en compte dans les calculs.

Les points jury sont repris les années supérieures dans le calcul du diplôme.

3.10 Points bonus

PRATIQUES CONCERNEES

- Langues à la Maison des Langues (hors UE transverse)
- Pratiques sportives valorisées au sein du SUAPS
- Pratiques artistiques et culturelles valorisées au sein du S2C

- Stage de découverte de deux semaines non prévu dans la maquette

Les étudiants doivent s'inscrire à ces pratiques et être acceptés. Il y a un nombre de places limité.

Pour les langues, si un étudiant désire un niveau C1 ou C2 en anglais, ou s'il désire améliorer une langue autre que l'anglais, il pourra s'inscrire et obtenir des points bonus.

Dans le cadre d'un stage découverte, le suivi et l'évaluation se font au sein de la composante concernée.

MISE EN ŒUVRE

Ajout à la moyenne générale du semestre pour une activité : 0,1 par semestre.

Deux pratiques sont possibles par semestre, soit 0,2 point maximum sur un semestre.

La pratique doit être encadrée. L'étudiant doit être assidu.

Les étudiants doivent être inscrits sur la plateforme des pratiques libres.

Sur la plateforme des pratiques libres, les enseignants devront indiquer si les points sont acquis ou non.

3.11 Valorisation des engagements

MISE EN ŒUVRE DE LA VALORISATION DE L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS

Réf. Articles D.611-7 à D.611-9 du code de l'éducation.

La valorisation se fera au travers de l'attribution minimum de 1 ECTS au sein du semestre pair dans le cadre de l'UE transverse en licence et en licence professionnelle.

Au niveau du master ou du DUT/ BUT, cette valorisation se fera au travers de l'attribution de point bonus (0,1 point).

Si un étudiant a plusieurs engagements citoyens, il pourra valoriser chacun d'eux sur des années différentes.

MISE EN ŒUVRE DE LA VALORISATION D'UNE ACTIVITE SALARIALE

L'activité salariale considérée devra être une activité non prise en compte dans la formation.

Cette valorisation se fera au travers de l'attribution minimum de 1 ECTS au sein du semestre pair dans le cadre de l'UE transverse en licence et en licence professionnelle.

Au niveau du master ou du DUT/ BUT, cette valorisation se fera au travers de l'attribution de point bonus (0,1 point).

Si un étudiant a plusieurs activités salariales, il pourra valoriser chacune d'elles sur des années différentes.

EVALUATION DE LA VALORISATION DES ENGAGEMENTS

Le fait qu'un engagement puisse être valorisé sera décidé par une commission composée du VP CFVU ou de la VP Vie Etudiante, de la VPE, du directeur de la DVE.

Le suivi et l'évaluation de cet engagement seront effectués selon des modalités précisées dans le document « engagement »¹.

¹ Le document « engagement » sera présenté en CFVU le 18 mars 2021

4 REGLES DE PROGRESSION

4.1 Règles de progression

Cette règle ne s'applique qu'au sein de la licence.

Une règle de progression consiste à permettre à un étudiant de s'inscrire dans une année supérieure sans valider son année de formation.

L'étudiant progresse automatiquement en année N+1 s'il lui manque 1 semestre dans son année N de licence. Dans ce cas, il doit repasser en priorité en année N+1 de licence les unités non validées dans l'année N. L'étudiant est considéré comme AJAC (Ajouré Autorisé à Composer).

Dans tous les autres cas le jury reste souverain.

4.2 Conditions de redoublement en LP et en Master

En licence professionnelle et dans les masters (M1 et M2), le redoublement n'est pas de droit. Il revient au jury de décider du droit à redoublement de chaque étudiant.

Il est possible de changer de parcours : le choix doit être validé par le jury.

En cas d'interdiction de redoublement, l'étudiant doit candidater à nouveau.

Chaque décision défavorable au redoublement devra être prononcée par le jury d'année qui doit être en mesure de justifier cette décision et au besoin de la formaliser.

4.3 Réinscription dans un autre parcours du diplôme obtenu

Un étudiant ayant obtenu un parcours d'une licence ou d'un master peut candidater à un autre parcours du même diplôme. Le nom du parcours apparaît sur chaque diplôme.

Dans ce cas toutes les UE non validées doivent être repassées.

De plus, l'étudiant peut demander à repasser des UE validées/compensées. En ce cas, à la fin des deux sessions d'examen, la meilleure des deux notes sera prise en compte.

5 DISPOSITIFS TRANSITOIRES LORS D'UN CHANGEMENT DE MAQUETTE

Public concerné : étudiants redoublants et AJAC

Principe : Un étudiant a acquis des ECTS dans une formation. Il ne peut donc perdre ces points.

Durée des dispositions transitoires² : 1 an (cas général) ou 2 ans (en cas d'année de césure).

Travail préalable à réaliser dans les composantes :

Pour chaque semestre/année de formation, le responsable de la formation (ou la personne mandatée) élabore un **tableau de correspondances** entre les UE et EC des maquettes actuelles et ceux/celles des nouvelles maquettes. Les correspondances peuvent être définies sur la base des ECTS et/ou des contenus des enseignements.

Ce tableau est utilisé pour établir les liens entre Apogée et IPweb et permet de faire apparaître les correspondances/absences de correspondances entre les intitulés/contenus d'enseignements (ex : suppression d'UE/EC ou création d'UE/EC) et les crédits ECTS des deux maquettes.

5.1 Mise en oeuvre

PROCEDURE GENERALE :

- 1) Communication de la procédure aux étudiants concernés.
- 2) **Pré-saisie sur IPweb puis impression par l'étudiant de sa « fiche pédagogique » provisoire.**
L'étudiant s'inscrit aux UE/EC qu'il pense devoir suivre.
- 3) **Validation de la fiche pédagogique provisoire de l'étudiant par le responsable d'année** désigné par l'UFR et co-signature de ce contrat pédagogique par ce référent et l'étudiant (début septembre). Cette fiche sera co-signée en 2 exemplaires : un exemplaire sera remis à l'étudiant ; l'autre sera conservé par le référent.

Lors de cette validation, le référent devra identifier/corriger les erreurs éventuelles et veiller au fait que le nombre d'ECTS validés dans la nouvelle maquette devra être au moins égal à celui validé dans la maquette actuelle. En cas de différence en défaveur de l'étudiant il devra identifier un(e) (ou plusieurs) UE/EC de la nouvelle maquette ayant un nombre d'ECTS égal ou supérieur à cette différence et indiquer dans le contrat que l'étudiant est « dispensé » pour cette UE ou cet EC.

- 4) **Transmission à la scolarité de la fiche pédagogique validée** pour saisie définitive.
- 5) **Saisie définitive par la scolarité des IP de l'étudiant dans le domaine IP d'Apogée.**

Cas particuliers – Dans les M3C, indiquer que les situations qui n'auraient pas été prévues dans la procédure générale seront traitées au cas par cas selon une procédure définie par la composante de rattachement principal de la formation.

²Au-delà de cette période, les étudiants redoublants ou AJAC entreront d'emblée dans la configuration des nouvelles maquettes comme les primo-entrants (exemple : s'il leur manque le semestre 3 de licence, ils devront suivre tous les enseignements du semestre 3).

6 LICENCES COMPETENCES EN RESEAU - DISPOSITIONS GENERALES

6.1 Calendrier

Identique aux licences « Classiques »

6.2 Modalités de présentation des M3C LCeR

Chaque composante propose ses Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences qui doivent être présentées en deux parties :

- la première partie présente les règles générales ;
- la seconde partie présente les modalités d'évaluation de chaque UE Compétences, Ressources et Saé à l'aide du tableau ci-dessous.

Année/ semestre	UE Compétences ressources Saé	Epreuves normales						COEF/ECTS	
		Session 1			Seconde chance				
		Type d' épreuve (CC, CCI, ET)	Durée de l'épreuve	Calcul note session (%ET+%CC)	Type de seconde chance (rattrapag e, autre)	Nature de l'épreuve	Calcul note session après seconde chance	COEF (EC)	ECTS

6.3 Inscription Pédagogique

Identique aux licences « Classiques »

6.4 Contrat pédagogique

Réf. Article 12 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence.

La LCeR permet de diversifier les parcours de formation des étudiants. Cette diversification est inscrite dans leur contrat pédagogique, lui-même évolutif.

Cette diversification est induite par le choix des UE, les dispositifs de remédiation et d'accompagnement pédagogique (« oui si », PRREL, tutorat par les enseignants et par les pairs), la possibilité de recourir à des ressources numériques (en particulier dans le cas des compétences transversales).

Il convient plus particulièrement de veiller à l'élaboration de ces contrats pédagogiques pour les étudiants en situations particulières (AJAC, RSE, VE, réorientation, etc)

6.5 Régime spécifique d'étudiant (RSE)

Identique aux licences « Classiques »

6.6 Gestion des absences

Identique aux licences « Classiques »

7 LCEr - PRINCIPES D'ORGANISATION DES MAQUETTES

7.1 Principes de l'APC (Approche Par Compétences)

L'approche par compétences privilégie l'interdisciplinarité et place l'accent sur les apprentissages en situations authentiques. Outre la contextualisation et l'intégration, elle exploite les interactions avec les pairs et les enseignants, tant pour l'apprentissage que pour l'évaluation. Elle favorise les méthodes actives qui autonomisent les étudiants en les incitant à anticiper, ajuster et évaluer leurs résultats et leurs démarches. Elle organise la formation de sorte qu'ils apprennent à mobiliser et combiner par eux-mêmes des ressources (connaissances, savoir-faire et savoir-être) – notamment issues des recherches menées par les enseignants – pour mener à bien un projet ou encore pour définir et résoudre un problème.

7.2 Référentiels de compétences

Pour chaque mention, un référentiel de compétences a été conçu par une équipe pédagogique A2U. Ces référentiels font l'objet d'une validation par les CFVU des trois établissements.

Les référentiels de compétences comprennent, pour chaque mention :

- Plusieurs compétences et leurs composantes essentielles ;
- La précision d'un niveau à atteindre à chaque fin de semestre pair et des apprentissages critiques liés à chacun de ces niveaux ;
- Les familles de situations dans lesquelles chaque étudiant aura été plongé avant la fin de cette mention.

Plusieurs cas particuliers peuvent se poser :

- Ceux des portails de L1 et de certains parcours de L3, qui empruntent à deux mentions et donc à deux référentiels de compétences ;
- Celui des nouveaux parcours PPPE, qui sont construits à la fois sur une mention universitaire et sur un programme national mis en œuvre en lycée.

Il faut en ces cas pouvoir s'appuyer sur des ressources et des SAé (Situations d'Apprentissage et d'évaluation) communes.

Chaque compétence correspond à une ou plusieurs UE sur l'ensemble de la mention. Elle est à développer progressivement sur au plus trois niveaux décrits dans le référentiel, qui ne correspondent pas nécessairement à une UE, un semestre ou une année.

Dans le cas particulier d'un parcours de L3 empruntant à deux mentions, le niveau de compétences à atteindre pourra ne pas être le niveau 3 sur chaque compétence en fin de licence.

7.3 Unités d'enseignement

Chaque Unité d'enseignement (UE)

- Correspond à une compétence du référentiel ;
- Comporte un intitulé révélant le niveau de cette compétence à atteindre ;
- Se déploie sur un semestre ou une année ;
- Peut comprendre, dans ses éléments constitutifs, les ressources nécessaires au développement de la compétence associée ;
- Peut comprendre une ou plusieurs SAé (dont font partie les stages) ;
- Répond, par elle-même et par les activités d'apprentissage qui la composent, à des principes de progressivité (la maquette globale n'intègre pas forcément toutes les compétences dès le premier semestre de la première année ; elle permet aux étudiants de bien les distinguer entre elles et d'en assimiler la composition et la logique), de continuité (une compétence se travaille dans la durée, idéalement a minima sur quatre semestres) et d'intégration (certaines SAé, notamment en fin de parcours, intègrent le développement de plusieurs compétences, ce qui aide les étudiants à faire les liens nécessaires entre les compétences ; une SAé peut donc être mise en œuvre dans le cadre de plusieurs UEs).
- Est évaluée par une validation ou par une note ;
- Correspond à un nombre de crédits européens (ECTS).

Dans le cas d'un niveau de compétence à atteindre au cours de la même année universitaire et dont la formation se déploierait sur deux UE à raison d'une par semestre, les modalités de contrôle des connaissances et compétences devront comporter une évaluation régulière et progressive des étudiants avec, a minima, un bilan de positionnement en fin de semestre impair.

L'organisation d'une UE sur une période précise d'un semestre sans recouvrement avec une autre UE est propice à l'organisation de la formation continue. L'ensemble de la maquette vise à la diplomation de la licence, mais la validation d'un certain nombre d'UE peut également permettre de valider des qualifications et des certifications.

7.4 Types de compétences

Les maquettes de formation feront apparaître des compétences transversales, en particulier dans le cadre de la compétence « Construire son projet professionnel » dans le référentiel.

Ces compétences dites transversales relèvent des apprentissages suivants :

- Anglais (éventuellement incluant la certification)
- Méthodologie du travail universitaire / ressources documentaires
- Expression écrite et orale
- Culture numérique (incluant éventuellement la certification PIX)
- Engagement
- Stage
- Projet tutoré
- Préparation à l'insertion professionnelle (dont préparation aux métiers de l'enseignement)

Ces apprentissages doivent valoir pour un minimum de 33 ECTS sur l'ensemble de la licence. La compétence du référentiel sera validée par une situation d'apprentissage et d'évaluation en dernière année de licence.

7.5 Ressources / Situations d'apprentissage et d'évaluation

Chaque compétence doit être évaluée chaque année à travers les ressources et/ou une SAé. (Par exception, une compétence peut ne pas être travaillée sur les trois années de licence mais seulement, par exemple, sur quatre semestres ; en ce cas, elle doit être évaluée sur chaque année où elle est mise en œuvre.) En tout état de cause, une évaluation par une SAé est souhaitable, notamment à partir de la L2. Une SAé peut porter le nom de la compétence.

Dans la pratique pédagogique d'une approche par compétences, les ressources sont au service des SAé. Il faudra donc peut-être réduire les heures théoriques pour en basculer ou en intégrer certaines sur des SAé. Une SAé devrait être supérieure à 90 heures de travail-étudiant (soit 3 à 4 ECTS) pour pouvoir développer des tâches complexes et professionnalisantes. C'est normalement un minimum, dans la mesure où, précisément, la SAé est une tâche complexe et demande beaucoup de travail aux étudiants.

Une SAé peut permettre d'évaluer plusieurs compétences. Deux modalités d'évaluation des compétences sont alors possibles :

- le même résultat est affecté à chaque compétence ;
- des résultats différents peuvent être affectés à chacune des compétences.

Cette mise en place de SAé pluri-compétences est souhaitable. Si les équipes pédagogiques souhaitent s'y engager mais ne sont pas encore prêtes l'année de la transformation, cette mise en place pourra avoir lieu ultérieurement, lors de la validation annuelle des M3C par les CFVU.

Concevoir et expérimenter des SAé peut être accompagné de moyens via les congés pour projets pédagogiques (CPP), le budget propre à la LCeR et les différents appels à projets d'innovation pédagogique. Les ingénieurs pédagogiques pourront continuer à accompagner ces expérimentations au-delà du processus

8 LCeR - NOTES ET EXAMENS SITUATION D'APPRENTISSAGE ET D'EVALUATION

8.1 Principes généraux

Dans le cadre d'une approche par compétences, l'évaluation ne porte plus uniquement sur la maîtrise de ressources isolées, mais également sur leur intégration dans des situations complexes et authentiques.

L'équipe enseignante propose un poids à accorder respectivement à l'évaluation des ressources isolées et à l'évaluation des compétences. Il est recommandé d'accorder entre 100% (intégration totale) et 50 % à l'évaluation des compétences, les pourcentages restants correspondant à l'évaluation des ressources isolées.

L'évaluation des connaissances permet aux enseignants de rassembler les informations qui leur donnent l'intime conviction que les étudiants maîtrisent de manière pérenne les connaissances indispensables pour accéder au niveau supérieur de développement des compétences.

L'évaluation des compétences porte sur cinq critères :

- la qualité des démarches ;
- la qualité des résultats ;
- la justification des démarches ;
- la critique du résultat et la proposition de régulations ;
- l'adaptation de la compétence à d'autres situations.

Ces cinq critères peuvent être déclinés pour définir plusieurs profils différents (par exemple : échec, passable, bon, très bon, excellent).

L'évaluation des compétences repose notamment sur leur mise en œuvre dans une ou plusieurs SAé. Elle peut prendre des formes variées et parfois combinées : rapport de projet, exposé oral ou portfolio. Elle est menée par les enseignants ou autres encadrants pédagogiques. Elle peut également associer les étudiants eux-mêmes (autoévaluation ou évaluation par les pairs). Elle peut être partiellement collective et partiellement individuelle, répartissant les cinq critères entre les différentes productions des étudiants. Elle peut être organisée à des moments différents : à l'issue de chaque SAé, à l'issue du semestre, à l'issue de l'année.

8.2 Parcours différenciés au sein d'une mention (ex-parcours-type de L3).

Ces parcours identifient les spécificités de chaque université aux niveaux 3 des compétences.

Article 7 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence : En vue de l'obtention d'une mention de licence, les établissements peuvent organiser des parcours différenciés dont les caractéristiques et les exigences respectives sont fonction des objectifs visés et des acquisitions de connaissances et de compétences qui leur sont liées. Cette diversité a pour but de répondre à la variété des projets que les étudiants construisent au cours de leur formation. Elle facilite ainsi la personnalisation des parcours, tout en garantissant, sous le contrôle de l'équipe pédagogique, l'acquisition des connaissances et compétences communes requises pour l'obtention de la mention de licence et garantes de la qualité du diplôme national.

8.3 Capitalisation des UE

Chaque UE et chaque EC doivent être porteurs d'ECTS. Cela permet à l'étudiant de capitaliser les EC et les UE obtenus.

La note de l'UE est calculée par la moyenne pondérée des éléments constitutifs affectés de leurs ECTS.

Si les maquettes prévoient des choix optionnels entre éléments constitutifs qui ne correspondent pas à la même compétence, il est préférable de créer des parcours différenciés.

8.4 Compensation

Pour rappel : UE = unité d'enseignement ; EC = élément constitutif.

Compensation à l'intérieur d'une UE : lorsque la moyenne de l'UE (obtenue par la moyenne pondérée des EC affectés de leurs ECTS) est supérieure ou égale à 10, les EC au sein d'une UE sont compensables entre eux, qu'il s'agisse de ressources ou de SAé.

Compensation entre UE d'une même compétence d'un même niveau : lorsque la moyenne de l'année de la compétence (obtenue par la moyenne pondérée des UE affectées de leurs ECTS) est supérieure ou égale à 10, les UE associées à une même compétence d'un même niveau se compensent.

Compensation entre compétences : lorsque la moyenne de l'année (obtenue par la moyenne pondérée des compétences affectées de leurs ECTS) est supérieure ou égale à 10, les compétences peuvent se compenser entre elles dès lors que la note de chaque compétence est supérieure ou égale à 8.

Article 16 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence : Les établissements arrêtent également, pour chacune des formations de licence, les modalités d'obtention du diplôme qui font l'objet d'une compensation des résultats obtenus. Cette compensation respecte la progressivité des parcours. Elle s'effectue au sein des unités d'enseignement définies par l'établissement. Elle s'effectue également au sein de regroupements cohérents d'unités d'enseignement, organisés notamment en blocs de connaissances et de compétences clairement identifiés dans les modalités de contrôle des connaissances et des compétences communiquées aux étudiants. (...) Le diplôme s'obtient soit par acquisition de chaque unité d'enseignement constitutive du parcours correspondant, soit par application des modalités de compensation choisies pour la formation. Un diplôme obtenu par l'une ou l'autre voie confère la totalité des 180 crédits.

En outre, sous la responsabilité du jury du diplôme, un dispositif spécial de compensation peut être mis en œuvre pour permettre à l'étudiant d'obtenir à divers moments de son parcours un bilan global de ses résultats et la validation correspondante en crédits européens. Cette possibilité peut être offerte à l'étudiant notamment lorsqu'il fait le choix de se réorienter, d'effectuer une mobilité dans un autre établissement d'enseignement supérieur français ou étranger ou de suspendre de façon transitoire ses études.

8.5 Sessions d'examens

Identique aux licences « Classiques »

8.6 Validation de la licence

VALIDATION DE L'ANNEE

a. Validation

L'année est validée quand les UE qui la composent sont validés, ou obtenus par compensation

b. La **compensation** : il n'y a pas de compensation entre les années de licence.

c. Le **passage en année N+1**.

CF section 4.1

OBTENTION DES DIPLOMES

Identique aux licences « Classiques »

8.7 Année de césure

Identique aux licences « Classiques »

8.8 Points jurys

Identique aux licences « Classiques »

8.9 Points bonus

Identique aux licences « Classiques »

8.10 Valorisation des engagements

Identique aux licences « Classiques »

9 LCEr - REGLES DE PROGRESSION

9.1 Règles de progression

Une compétence acquise, même par compensation, ne bloque pas le passage au niveau supérieur de la compétence.

Pour progresser automatiquement en année n+1, un étudiant doit avoir validé un minimum de compétences en année n. Chaque équipe pédagogique de chaque mention décidera du nombre minimal de compétences à valider pour permettre cette progression.

Une compétence non acquise ne bloque pas nécessairement le passage à l'année supérieure

Dans tous les autres cas le jury reste souverain pour autoriser un passage en année N+1

9.2 Réinscription dans un autre parcours du diplôme obtenu

Un étudiant ayant obtenu un parcours d'une licence ou d'un master peut candidater à un autre parcours du même diplôme. Le nom du parcours apparaît sur chaque diplôme.

Dans ce cas toutes les UE non validées doivent être repassées.

De plus, l'étudiant peut demander à repasser des UE validées/compensées. En ce cas, à la fin des deux sessions d'examen, la meilleure des deux notes sera prise en compte.

10 LCeR - DISPOSITIFS TRANSITOIRES LORS D'UN CHANGEMENT DE MAQUETTE

Dans le cas particulier de la transformation d'une maquette de formation, les modalités particulières de contrôle des connaissances et des compétences devront établir un régime de dispositions transitoires entre les maquettes de l'année N-1 et celles de l'année N.

Public concerné : étudiants redoublants et AJAC

Principe : Un étudiant a acquis des ECTS dans une formation. Il ne peut donc perdre ces points.

Durée des dispositions transitoire : 1 an (cas général) ou 2 ans (en cas d'année de césure).

Travail préalable à réaliser dans les composantes :

Pour chaque semestre/année de formation, le responsable de la formation (ou la personne mandatée) élabore un **tableau de correspondances** entre les UE et EC des maquettes actuelles et ceux/celles des nouvelles maquettes. Les correspondances peuvent être définies sur la base des ECTS et/ou des contenus des enseignements.

Ce tableau est utilisé pour établir les liens entre Apogée et IPweb et permet de faire apparaître les correspondances/absences de correspondances entre les intitulés/contenus d'enseignements (ex : suppression d'UE/EC ou création d'UE/EC) et les crédits ECTS des deux maquettes.

10.1 Mise en œuvre

PROCEDURE GENERALE :

Identique aux licences « Classiques »

ANNEXE 1 : LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

ABI	Absence injustifiée
ABJ	Absence justifiée
AJAC	Ajourné Autorisé à Composer : En licence, ce statut indique que l'étudiant est inscrit dans une année N+1 en ayant un semestre de dettes (semestre non validé) en année N
CCI	Contrôle Continu Intégral
CFVU	Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (instance qui valide les MCC)
DNL	Diplôme National de Licence
DVE	Direction de la Vie Etudiante
EC	Elément Constitutif
IP	Inscription Pédagogique
M3C	Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences
RSE	Régime Spécifique d'Etude
UE	Unité d'Enseignement
VP	Vice-Président
VPE	Vice-Président Etudiant



ANNEXE 2 : EXEMPLE DES ABSENCES JUSTIFIEES ET PIECES JUSTIFICATIVES

Pour qu'une absence soit justifiée, il appartient à l'étudiant d'apporter la justification de son absence. La liste proposée ici est non exhaustive, et les pièces justificatives sont données à titre d'exemple.

TYPE D ABSENCE	EXEMPLE DE JUSTIFICATION
Maladie, accident	Certificat médical
Examen médical	Convocation
Garde d'enfants	Certificat
Obsèques	Attestation sur l'honneur
Grèves des transports en commun	Preuve de suppression du transport, communiqué
Charge de famille	Convocation liée à la charge, attestation sur l'honneur,...
Présentation à un concours	Convocation, ou preuve de participation
Présentation à un examen	Convocation

Ce document pourra être complété selon la composante.

ANNEXE 3 : EXEMPLES DE MISES EN ŒUVRE DE SECONDE CHANCE

Texte de référence

Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, article 12 :

«Cette seconde chance peut prendre la forme :

1° D'une évaluation supplémentaire organisée après publication des résultats de l'évaluation initiale,

2° Ou, en cas d'évaluation continue intégrale, être comprise dans ses modalités de mise en œuvre.

Lorsqu'un étudiant a des contraintes particulières, et notamment lorsqu'il s'agit d'un étudiant relevant d'un régime spécial d'études prévu à l'article 12 de l'arrêté du 22 janvier 2014 susvisé il bénéficie de droit d'une évaluation de substitution organisée par les établissements dans des conditions arrêtées par la commission de la formation et de la vie universitaire ».

Mise en œuvre

Cet alinéa est assez vague et demande à être explicité par des cas pratiques qui permettent de mieux visualiser les possibilités qu'il ouvre en matière d'évaluation. Les exemples qui suivent constituent donc en un sens l'ébauche d'un guide pratique qui a vocation à être enrichi.

Les mêmes modalités peuvent être utilisables dans le cadre des Masters.

Exemples d'application du principe de « seconde chance »

FORME 1 : « UNE EVALUATION SUPPLEMENTAIRE ORGANISEE APRES PUBLICATION DES RESULTATS DE L'EVALUATION INITIALE »

Dans ce cadre, la seconde chance ne s'adresse qu'aux étudiants n'ayant pas validé la session 1. Elle ne concerne pas les étudiants estimant pouvoir améliorer une note ≥ 10 , ou une note compensée (au sein d'un bloc, ou d'une UE).

On parle donc de la publication des résultats suivant le jury de session 1, et d'une évaluation supplémentaire reprenant la forme de la traditionnelle « session de rattrapage », qui permet à l'étudiant de conserver la meilleure note entre la session 1 et la session de rattrapage.

Dans ce dispositif, il n'y a plus obligation de deux semaines incompressibles entre l'affichage des résultats de licence et le démarrage des épreuves.

10.1.1.1 Exemple 1 : Schéma traditionnel

Chaque UE ou EC donne lieu à une épreuve de session de rattrapage, dont la modalité peut être différente de celle de la session 1.

Exemple 2 : Regroupements des EC

En session de rattrapage, il est possible de remplacer la note de plusieurs EC de session 1 par une note unique, correspondant à l'évaluation commune de plusieurs EC.

Exemple 3 : Regroupement des UE

En session de rattrapage, il est possible de remplacer la note de plusieurs UE de session 1 par une note unique, correspondant à l'évaluation commune de plusieurs UE.

Exemple 4 : Regroupement par blocs de compétences

L'étudiant n'ayant pas validé un bloc de compétences peut présenter un dossier sur une thématique choisie par l'enseignant afin d'apporter la preuve de son niveau de compétences.

FORME 2 : « EN CAS D'ÉVALUATION CONTINUE INTEGRALE, LA SECONDE CHANCE PEUT ÊTRE COMPRISE DANS SES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE »

Exemple 1

Supprimer la note minimale entre plusieurs notes obtenues par l'étudiant dans son contrôle continu.

Exemple 2

Proposer un devoir supplémentaire après la réalisation de tous les devoirs de CCI mais avant le jury de session 1. La note obtenue à ce devoir pourra :

- a. remplacer une des notes du CC ;
- b. ou remplacer la moyenne du CC ;
- c. ou s'ajouter au calcul de la moyenne du CC.

Ce devoir supplémentaire peut revêtir diverses modalités. Par exemple, il peut être demandé un rendu commun à plusieurs, sur une des thématiques ayant posé difficulté au groupe.

Exemple 3

Autoriser un « aller-retour » supplémentaire dans le rendu de projets ou de mémoires, si le travail est encore insuffisamment abouti.

Exemple 4

Permettre une amélioration de niveau dans une compétence ou un bloc de compétences donné

Exemple 5

Dans le cas où on introduit un examen terminal dans le CCI, proposer comme moyenne de l'UE la meilleure des deux notes à disposition : la note de l'examen terminal (ET); la note obtenue par moyenne des notes du CCI incluant (ou non) l'examen terminal (CCI).

[Note UE = max (ET, CCI)]

ANNEXE 4 : TEXTES DE REFERENCE

- Code de l'éducation
- Arrêté modifié du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master
- Décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master
- Décret n° 2017-83 du 25 janvier 2017 relatif aux conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle
- Décret n° 2017-619 du 24 avril 2017 relatif à la mise à disposition d'enseignements à distance dans les établissements d'enseignement supérieur
- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle
- Arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- [Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014](#) fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- [Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence](#)
- [Arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle](#)
- Circulaire n° 2019-030 du 10-04-2019 relative à la mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics.

CONTRAT PEDAGOGIQUE.

Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, article 12 :

« Dans le cadre de son inscription pédagogique dans l'établissement, chaque étudiant conclut avec l'établissement un contrat pédagogique pour la réussite étudiante qui précise son parcours de formation et les mesures d'accompagnement destinées à favoriser sa réussite.

Le contrat pédagogique pour la réussite étudiante :

- 1° Prend en compte le profil, le projet personnel, le projet professionnel ainsi que les contraintes particulières de l'étudiant mentionnées à l'article 12 de l'arrêté du 22 janvier 2014 susvisé ;*
- 2° Précise l'ensemble des caractéristiques du parcours, les objectifs qu'il vise et, le cas échéant, ses modalités pédagogiques et les rythmes de formation spécifiques ;*
- 3° Définit les modalités d'application des dispositifs personnalisés visés au troisième alinéa de l'article L. 612-3 du code de l'éducation ;*
- 4° Enonce les engagements réciproques de l'étudiant et de l'établissement.*

Sous la responsabilité de la direction des études mentionnée à l'alinéa suivant, le contrat pédagogique pour la réussite étudiante permet ainsi de concilier, d'une part, le caractère national du diplôme et l'obtention des connaissances et compétences définies par l'acquisition des 180 crédits européens et, d'autre part, les caractéristiques du parcours personnalisé de l'étudiant. Il constitue un engagement à visée pédagogique et est dépourvu de portée juridique.

Une direction des études assure la mise en place des contrats pédagogiques pour la réussite étudiante et un accompagnement personnalisé des étudiants. Elle est chargée :

- 1° D'élaborer le contrat pédagogique pour la réussite étudiante et de son suivi ;*
- 2° De l'adapter tout au long du parcours de formation, en tant que de besoin et en accord avec l'étudiant ;*
- 3° De contribuer à l'évaluation des dispositifs d'accompagnement ».*

UNITES D'ENSEIGNEMENT, USAGE DU NUMERIQUE ET DISPOSITIFS HYBRIDES DE FORMATION

Arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master :

« Art.8 -Le nombre de crédits européens par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise de la part de l'étudiant pour obtenir l'unité. Cette charge de travail, représentant selon les normes européennes entre vingt-cinq et trente heures pour un crédit européen, est estimée en fonction de la charge totale induite pour l'étudiant par les caractéristiques du parcours et, notamment, le nombre d'heures d'enseignement, les diverses activités pédagogiques mises en œuvre et le travail en autonomie.

Cette charge prend en compte le recours aux technologies du numérique par équivalence avec des enseignements en présentiel permettant d'acquérir les mêmes compétences..... »

« Art.9 -Les équipes de formation mettent en œuvre les démarches pédagogiques adaptées à la réussite des étudiants et à leur maîtrise des apprentissages. Elles s'appuient à cette fin sur les dispositifs internes d'évaluation et de contrôle de la qualité mentionnés à l'article 15.

En particulier, l'usage du numérique doit permettre une pédagogie interactive entre étudiants et entre étudiants et équipes de formation. Il favorise la personnalisation des parcours.

La formation, ou une partie de celle-ci, peut ainsi être proposée selon des dispositifs hybrides par l'alternance d'activités pédagogiques en présentiel et à distance ou totalement à distance, en fonction du public concerné. Dans ce contexte, le recours aux technologies numériques doit particulièrement être favorisé afin :

1° De tenir compte des contraintes spécifiques des étudiants et, notamment, des régimes spéciaux d'études mentionnés à l'article 12 ;

2° D'accueillir de nouveaux publics, notamment en formation continue ;

3° De renforcer le rayonnement national et international de l'établissement.

L'évaluation des connaissances et compétences peut également avoir recours aux moyens numériques, en application de l'article D. 611-12 du code de l'éducation »

COMPENSATION EN LICENCE

Arrêté du 30 juillet 2018 relatif à la licence, article 16 :

« Les établissements arrêtent également, pour chacune des formations de licence, les modalités d'obtention du diplôme qui font l'objet d'une compensation des résultats obtenus. Cette compensation respecte la progressivité des parcours. Elle s'effectue au sein des unités d'enseignement définies par l'établissement. Elle s'effectue également au sein de regroupements cohérents d'unités d'enseignement, organisés notamment en blocs de connaissances et de compétences clairement identifiés dans les modalités de contrôle des connaissances et des compétences communiquées aux étudiants[...] »

VALORISATION DE L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS

Article D.611-7 du code de l'éducation :

« Les établissements d'enseignement supérieur dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'enseignement supérieur valident, au titre de la formation suivie par l'étudiant et sur sa demande, les compétences, connaissances et aptitudes qu'il a acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article [L. 611-9](#) et qui relèvent de celles attendues dans son cursus d'études.

Cette validation prend la forme notamment de l'attribution d'éléments constitutifs d'une unité d'enseignement, de crédits du système européen d'unités d'enseignement capitalisables et transférables ("système européen de crédits-ECTS"), d'une dispense, totale ou partielle, de certains enseignements ou stages relevant du cursus de l'étudiant.

Les modalités de demande et de validation prévues au deuxième alinéa sont définies au plus tard dans les deux mois qui suivent le début de l'année universitaire par la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique de l'université ou, à défaut, par l'instance en tenant lieu.

Les mêmes activités ne peuvent donner lieu qu'à une seule validation des compétences, connaissances et aptitudes acquises ».

STRUCTURATION DES FORMATIONS EN SEMESTRE

Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Titre I art-3 : « Le cadre national défini par le présent arrêté s'inscrit dans l'espace européen de l'enseignement supérieur. A ce titre, en application de l'article D. 123-13 du code de l'éducation, l'offre de formation est organisée en semestres et structurée en unités d'enseignement capitalisables. De même, conformément à l'article D. 611-2 du code de l'éducation, les unités d'enseignement validées donnent lieu à l'obtention de crédits européens, dans les conditions fixées à l'article 8. La licence correspond à l'obtention de 180 crédits européens et le master à l'obtention de 300 crédits européens.

TABLE DES MATIERES

1	<i>Dispositions générales</i>	2
1.1	Calendrier	2
1.2	Modalités de présentation des M3C par les composantes	2
1.3	Inscription Pédagogique	3
1.4	Contrat pédagogique	3
1.5	Régime spécifique d'étudiant (RSE)	3
	Rappel du dispositif	3
	Mise en œuvre	4
1.6	Gestion des absences	4
	Gestion des absences injustifiées	4
	Gestion des absences justifiées	4
	Cas des bénéficiaires du RSE	4
2	<i>Modes d'évaluation possibles</i>	4
2.1	Présentation	4
2.2	Mise en oeuvre	5
3	<i>Notes et examens</i>	5
3.1	Rappel des attendus	5
3.2	Mise en oeuvre	5
3.3	Capitalisation des UE	6
3.4	Compensation	6
	En Licence	6
	En Master	6
3.5	Sessions d'examens	6
3.6	Validation de la licence	6
	Validation de l'Unité d'Enseignement (UE)	6
	Validation du semestre	7
	Validation de L'année	7
	Obtention des diplômes	7
3.7	Validation du Master	8
	Passage du M1 au M2	8
	Validation et note du master	8
3.8	Année de césure	8
	Modalités de validation de la période de césure	8
	Valorisation de l'année de césure	8

3.9	Points jurys	8
3.10	Points bonus	8
	Pratiques concernées	8
	Mise en œuvre	9
3.11	Valorisation des engagements	9
	Mise en œuvre de la valorisation de l'engagement des étudiants	9
	Mise en œuvre de la valorisation d'une activité salariale	9
	Evaluation de la valorisation des engagements	9
4	<i>Règles de progression</i>	10
4.1	Règles de progression	10
4.2	Conditions de redoublement en LP et en Master	10
4.3	Réinscription dans un autre parcours du diplôme obtenu	10
5	<i>Dispositifs transitoires lors d'un changement de maquette</i>	11
5.1	Mise en oeuvre	11
	Procédure générale :	11
6	<i>LICENCES COMPETENCES EN RESEAU - Dispositions générales</i>	13
6.1	Calendrier	13
6.2	Modalités de présentation des M3C LCeR	13
6.3	Inscription Pédagogique	13
6.4	Contrat pédagogique	13
6.5	Régime spécifique d'étudiant (RSE)	14
6.6	Gestion des absences	14
7	<i>LCeR - Principes d'organisation des maquettes</i>	14
7.1	Principes de l'APC (Approche Par Compétences)	14
7.2	Référentiels de compétences	14
7.3	Unités d'enseignement	15
7.4	Types de compétences	15
7.5	Ressources / Situations d'apprentissage et d'évaluation	16
8	<i>LCeR - Notes et examens Situation d'apprentissage et d'évaluation</i>	16
8.1	Principes généraux	16
8.2	Parcours différenciés au sein d'une mention (ex-parcours-type de L3).	17
8.3	Capitalisation des UE	17
8.4	Compensation	17
8.5	Sessions d'examens	18
8.6	Validation de la licence	18
	Validation de L'année	18

Obtention des diplômes	18
8.7 Année de césure	18
8.8 Points jurys	18
8.9 Points bonus	18
8.10 Valorisation des engagements	18
9 LCeR - Règles de progression	18
9.1 Règles de progression	18
9.2 Réinscription dans un autre parcours du diplôme obtenu	18
10 LCeR - Dispositifs transitoires lors d'un changement de maquette	19
10.1 Mise en œuvre	19
Procédure générale :	19
ANNEXE 1 : Liste des abréviations utilisées	20
ANNEXE 2 : Exemple des absences justifiées et pièces justificatives	21
ANNEXE 3 : Exemples de mises en œuvre de seconde chance	22
11.1 Texte de référence	22
11.2 Exemples d'application du principe de « seconde chance »	22
Forme 1 : « une évaluation supplémentaire organisée après publication des résultats de l'évaluation initiale »	22
Forme 2 : « en cas d'évaluation continue intégrale, la seconde chance peut être comprise dans ses modalités de mise en œuvre »	23
ANNEXE 4 : Textes de référence	24
Contrat pédagogique.	25
Unités d'enseignement, usage du numérique et dispositifs hybrides de formation	25
Compensation en licence	26
Valorisation de l'engagement des étudiants	26
Structuration des formations en semestre	26